

Incertitudes sur la vie scolaire

(Article pour Education & management d'avril 2007)

Les rumeurs sont toujours le signe d'inquiétudes latentes ne parvenant pas à s'exprimer. De quelles incertitudes celles qui courent aujourd'hui sur la vie scolaire et l'avenir des CPE sont-elles donc le symptôme ? Voici quelques éléments de réflexion qui permettront peut-être de s'en faire une idée.

D'abord le contexte historique. En 1975, lorsque la décision est prise de fusionner les CEG, anciens cours complémentaires, et les CES, anciens premiers cycles des lycées, c'est le modèle universitaire de ces derniers qu'on impose : les professeurs du collège unifié sont déchargés des tâches subalternes de discipline et d'éducation, confiées à des surveillants et à des conseillers d'éducation. Le modèle intégré du primaire supérieur, qui scolarisait pourtant une majorité d'élèves et où les enseignants assuraient ces tâches, est abandonné. Les nouveaux services de la vie scolaire ne cesseront dès lors de s'étoffer sous la double contrainte de la massification et de la dégradation des comportements des adolescents, pour atteindre des tailles parfois étonnantes.

Ensuite le contexte international. La vie scolaire est une notion difficilement traduisible, aucun pays développé n'ayant adopté ce modèle. Nulle part ailleurs les professeurs ne sont déchargés de leur mission d'éducation. Nos voisins européens ne s'en portent pas plus mal et ont plutôt mieux résisté à la montée de la violence juvénile. A l'heure des comparaisons internationales et de la sortie de notre autarcie politique, cette réalité-là, qui pèse son poids économique, sera sans doute méditée.

Nécessité faisant loi, le retour de l'éducation dans le second degré commence donc en 1997, avec la circulaire de mission des professeurs. Il ne s'est pas démenti depuis, du moins dans les textes officiels : référentiel de missions du chef d'établissement de 2001 (il « impulse et conduit la politique éducative ») ; loi Fillon de 2004 (le « partage des valeurs de la République », première mission de l'école) ; surtout socle commun de 2006 (avec ses quatre « compétences » éducatives.) Reste à traduire cette orientation dans la réalité des établissements car l'essentiel reste ouvert : qui doit éduquer ? Trois options sont possibles. D'abord l'indécision consensuelle (« Tous les adultes sont des éducateurs »...), et le renvoi de la réponse réelle à la diversité des établissements, avec pour corollaire la montée en charge du Privé, qui n'a pas ces états d'âme. Ensuite, sous le poids des lobbies et des corporatismes, le développement de la logique universitaire, voire son extension au premier degré, avec la poursuite du déploiement d'auxiliaires éducatifs et pédagogiques variés. Enfin, le constat courageux que la parcellisation des tâches et la multiplication des intervenants ont atteint leurs limites et qu'elles sont en elles-mêmes anti-éducatives ; et, en s'inspirant de ce qui se fait de mieux chez certains de nos amis européens, la définition franche d'une mission éducative aux professeurs, accompagnée d'une véritable formation. Avec un peu de recul, cette orientation semble sans doute inéluctable. Le plus tôt ne serait-il pas le mieux ?